



Conseil économique et social

Distr. générale
19 janvier 2004
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme

Quarante-huitième session

1er-12 mars 2004

Point 3 c) i) de l'ordre du jour provisoire*

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale

intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,

développement et paix pour le XXI^e siècle » :

réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre

dans les domaines critiques et nouvelles mesures

et initiatives : le rôle des hommes et des garçons

dans l'égalité entre les sexes

**Déclaration présentée par Franciscans International,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
général auprès du Conseil économique et social,
et par Sisters of Mercy, organisation non gouvernementale
dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et
social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* * *

* E/CN.6/2004/1.



Comme il ressort du Programme d'action de Beijing et des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, l'inégalité entre les sexes est considérée comme l'un des principaux obstacles à la création d'une société développée. La crise sanitaire qui résulte de la pandémie de VIH/sida fait également partie de ces obstacles. À notre avis, ces deux problèmes sont étroitement liés et, sans la pleine participation des hommes et des garçons, il ne sera possible de progresser de façon décisive ni pour vaincre ces inégalités, ni pour venir à bout de la pandémie. Les hommes et les garçons doivent être associés à cet effort, à tous les niveaux, des gouvernements à la société civile, des médias au secteur privé. Il appartient toutefois aux gouvernements de prendre l'initiative pour protéger leurs citoyens d'un virus qui ne respecte ni la culture, ni la religion, ni la tradition, mais exerce une discrimination de fait envers les femmes. La présente déclaration souligne le rôle que les hommes et les garçons ont à jouer dans la prévention du sida, et aussi les responsabilités qu'ils doivent assumer dans la réduction des préjugés associés au VIH/sida et la prise en charge des personnes vivant avec la maladie.

L'article 14 de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida énonce que « l'égalité entre les sexes et l'émancipation des femmes sont des conditions essentielles pour réduire la vulnérabilité des femmes et des filles au VIH/sida ».

Peu de sujets de préoccupation internationaux sont liés plus directement à l'inégalité entre les sexes que l'épidémie de sida. Non seulement les femmes sont-elles de deux à quatre fois plus susceptibles physiologiquement que les hommes d'être infectées au cours de rapports sexuels, mais elles n'ont souvent pas les moyens de négocier des rapports sans danger ou de refuser des rapports qu'elles ne souhaitent pas. Ces facteurs, joints à l'ignorance et à la jeunesse, sont parmi les principales raisons expliquant que chez les 15 à 24 ans en Afrique, les jeunes femmes courent deux fois et demie plus de risques d'être infectées que leurs homologues masculins.

Les normes sociales sexistes encourageant les hommes et les garçons à adopter des comportements sexuels dangereux, précoces ou agressifs sont injustement discriminatoires envers les femmes, et ces normes doivent changer. Une violence importante à l'égard des femmes est également une indication qu'il existe des normes discriminatoires; elle les expose à un risque accru de contamination par le VIH. Ces normes sexistes, qui sont directement liées aux schémas socioculturels de domination masculine, peuvent être changées en faisant mieux prendre conscience des inégalités entre les sexes grâce à des programmes pédagogiques et à la création de rites et de coutumes différents, et en demandant aux hommes d'assumer la responsabilité de leurs actes. En raison des nombreux facteurs qui font que les femmes sont plus vulnérables que les hommes aux risques d'infection, une attention particulière doit être accordée à la dimension féminine de l'épidémie. Dans son rapport d'activité sur l'action mondiale contre le VIH/sida, ONUSIDA relève également l'importance particulière de cet aspect. Si les facteurs biologiques de risque d'infection au VIH chez les femmes ne peuvent pas être réduits, les facteurs de risque sociaux peuvent et doivent l'être.

Le Programme d'action de Beijing, à propos de l'égalité entre les sexes, indique expressément que celle-ci ne pourra être réalisée si les hommes et les garçons ne sont pas encouragés à participer activement à tous les efforts (par. 58). Parfois, les hommes qui exercent un pouvoir se soucient peu d'être responsables et

de répondre des obligations que leur donne ce pouvoir. Il arrive que les hommes refusent d'avoir un comportement sexuel responsable et exposent les femmes au risque d'infection au VIH par ce qui leur semble être un comportement viril. Les hommes sont aussi réputés avoir une conception bornée de la femme et de la masculinité. Pourtant, des programmes tels que Men as Partners de Engender Health en Afrique du Sud ou le projet sur le VIH/sida mené par Mongol Vision auprès de l'armée en Mongolie montrent que les hommes peuvent accepter de changer leurs attitudes sur les femmes et que leur comportement n'est pas nécessairement immuable ni rétif au changement.

De tels programmes permettent de sensibiliser les hommes aux conséquences néfastes de leur domination sur les femmes, de les amener à comprendre la corrélation entre les inégalités fondées sur le sexe et le VIH/sida, et de les informer de la façon dont leur comportement social peut réduire la vulnérabilité des femmes à l'infection au VIH. Il faudrait financer et promouvoir davantage de projets de ce genre. Les hommes ont montré qu'ils étaient capables de remettre en question les rôles sexosociaux traditionnels et savent qu'ils ont aussi beaucoup à gagner de l'égalité entre les sexes.

Pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, il est nécessaire de déterminer à quel niveau des déséquilibres se produisent entre le pouvoir des hommes et celui des femmes. Déjà, les pays sont convenus de prendre certaines dispositions pour que leurs lois et pratiques culturelles favorisent l'égalité entre les sexes. L'article 5 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes prescrit aux États de prendre les mesures appropriées pour « modifier les schémas et modèles de comportement socioculturels de l'homme et de la femme en vue de parvenir à l'élimination des préjugés et des pratiques coutumières, ou de tout autre type, qui sont fondés sur l'idée de l'infériorité ou de la supériorité de l'un ou l'autre sexe ou d'un rôle stéréotypé des hommes et des femmes ». En outre, ONUSIDA a invité les pays à veiller à ce que les objectifs de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida soient atteints en évaluant les lois, politiques et pratiques qui renforcent la vulnérabilité des femmes et des filles et en remédiant aux problèmes constatés. L'article 47 de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida dispose que les gouvernements doivent « combattre les stéréotypes et les comportements sexistes, ainsi que les inégalités entre les sexes en ce qui concerne le VIH/sida, en encourageant la participation active des hommes et des garçons ».

Les gouvernements doivent impérativement changer les lois et politiques qui contribuent à l'inégalité entre les sexes s'ils veulent sérieusement arrêter la propagation du VIH/sida. Il faudrait également réaliser une étude complète des normes culturelles susceptibles d'accroître le risque d'infection au VIH chez les femmes, et formuler une action corrective globale à l'échelle des individus aussi bien que des sociétés.

Nous pensons qu'il faut redéfinir les normes culturelles et créer des politiques qui contribuent au respect des femmes et à la responsabilité individuelle. Dès lors que les normes sociales acceptables sont diffusées par la culture, et que la politique renforce la légitimité de ces normes, une transformation culturelle et politique est nécessaire partout où la masculinité est synonyme de domination et d'oppression. D'autres normes masculines traditionnelles, tels les comportements agressifs, le sentiment que la sexualité est un dû, l'absence de responsabilité et les

comportements sexuels imprudents, doivent être affrontées, remises en question et remplacées. De nombreuses études ont analysé ces conceptions de la masculinité et ont offert des suggestions pour une société qui soit plus égalitaire envers les femmes. Pour créer un monde où l'égalité entre les sexes constitue la norme, nous estimons qu'il faut, au niveau de la société :

- Reconnaître que la discrimination et les préjugés existent et empêchent les individus de se faire dépister, de recevoir des traitements et d'être suffisamment informés des moyens de prévention;
- Une ouverture au débat touchant la sexualité et l'égalité entre les sexes;
- Des conceptions différentes de la masculinité :
 - Un homme véritable s'occupe de sa famille et assume la responsabilité de ses actes;
 - Les valeurs de force et d'autonomie doivent s'exprimer dans le mariage par le respect et l'égalité, et non par la violence et la domination;
 - Un père assume ses responsabilités vis-à-vis de ses enfants; et, en particulier, il veille sur ses filles et fait en sorte qu'elles reçoivent une éducation et des soins;
- Créer de nouveaux rites et coutumes pour les pratiques de purification et l'affirmation du lien social. Les familles et les sociétés doivent :
 - Remplacer des rites et coutumes tels que l'exhérédation des veuves, les mutilations génitales féminines, la sexualité précoce, l'initiation sexuelle et les rapports sexuels forcés avec les vierges pour guérir le VIH/sida, par des rites et coutumes permettant d'atteindre les objectifs sociaux souhaités sans porter préjudice à l'une ou l'autre partie;
 - Admettre la nécessité de réévaluer les pratiques sexuelles qui accroissent les risques de transmission du VIH, telles que les rapports sexuels sans lubrification;
 - Se réappropriier les coutumes, les valeurs et les pratiques traditionnelles progressistes qui favorisent l'égalité entre les sexes;
- Une conception appropriée de la socialisation des hommes et des réalités masculines, consistant notamment :
 - À socialiser les garçons dès l'enfance en leur expliquant ce que signifie l'égalité entre les sexes;
 - À dispenser une information exacte et fiable sur la santé en matière de sexualité et de procréation. On ne peut tout simplement pas présupposer que les hommes et les garçons ont déjà appris de leurs pairs les moyens appropriés de réduire les risques, ou qu'ils connaissent déjà complètement le sujet;
- Des politiques et des programmes complets et efficaces. Cela suppose :
 - De faire intervenir des personnalités susceptibles de servir d'exemple (sportifs, musiciens, responsables politiques, notables...) dans les débats publics consacrés à la condition des femmes et le VIH/sida;

- D'axer les initiatives locales sur des collectivités entières et pas seulement sur les groupes à risque, en y associant les lieux de travail, les groupes religieux, les organisations de proximité et le secteur privé de façon que les hommes traitent les femmes sur un pied d'égalité dans tous les domaines;
- De réaffirmer le souci d'une approche participative associant les femmes en matière de développement et recherche, par opposition à une approche directive;
- De soutenir le développement économique de sorte que les femmes soient moins vulnérables à la traite et à la prostitution, phénomènes étroitement liés à la transmission du VIH/sida;
- Remplacer les préjugés véhiculés par la langue courante à l'égard des personnes qui vivent avec le VIH/sida;
- Permettre aux hommes et aux femmes de concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales;
- Inclure le problème de la violence dans les programmes d'enseignement touchant la santé en matière de sexualité et de procréation;
- Réduire la violence physique et les menaces de violence dans la famille.

En tant qu'individus, les hommes et les garçons doivent :

- Reconnaître que la question de la parité intéresse toute l'humanité et n'est pas le seul problème des femmes;
- Promouvoir et pratiquer des comportements sains et sans danger;
- Communiquer ouvertement en ce qui concerne la sexualité et la santé procréative afin de bâtir des relations sûres et fondées sur l'égalité avec leurs partenaires;
- Être des exemples pour leur famille et pour la société en prônant le respect des femmes et des pratiques sûres pour leurs partenaires;
- Ne pas s'interdire de recevoir une information suffisante sur la prévention du VIH/sida à cause des idéaux masculins courants de force et d'autonomie;
- Prendre une part active à l'éducation des enfants et aux décisions de santé procréative au sein de leur famille;
- S'impliquer dans des programmes sur le VIH/sida qui :
 - Incluent des programmes de prévention et de renforcement des capacités;
 - Visent à prévenir la transmission du VIH/sida chez les femmes enceintes, les mères et les enfants;
 - Offrent un appui et des soins aux personnes vivant avec le sida;
 - Réduisent les préjugés envers les personnes vivant avec le VIH/sida;
- Veiller à ce que les personnes de sexe féminin reçoivent une éducation égale à celles des personnes de sexe masculin au sein de leur famille;
- S'employer à ce qu'il soit mis fin aux stéréotypes féminins décrivant les femmes comme soumises, irrationnelles et passives;

- S'employer à mettre fin à la violence à l'égard des femmes en agissant sérieusement lorsque des cas de violence sexuelle sont signalés;
- Oeuvrer au règlement pacifique des conflits, le sida progressant plus rapidement dans les zones de guerre et d'instabilité politique.

Pour promouvoir le rôle des hommes et des garçons dans la prévention et le traitement du VIH/sida, les programmes ne doivent pas renforcer les déséquilibres de pouvoir en donnant aux hommes toute la maîtrise des ressources et des décisions, en particulier dans le domaine de la santé procréative. Le fait d'associer les hommes et les garçons à des domaines dont les femmes ont eu jusqu'à présent la maîtrise ne doit pas réduire le pouvoir des femmes, mais plutôt créer un partage plus équitable des responsabilités sociales.

S'ils le veulent, les hommes sont à même de promouvoir l'égalité entre les sexes et d'enrayer la progression du VIH/sida, de s'occuper comme il convient des personnes atteintes et de réduire les préjugés associés au sida. Le changement véritable ne se produira cependant que lorsque les hommes changeront leurs attitudes et leurs comportements sexuels. Ce changement doit être amené par une réévaluation des normes culturelles, suivie d'un effort concerté pour adapter le processus de socialisation à ces nouvelles normes, dès lors qu'il est peu probable que les efforts des individus produisent un effet suffisant, en raison des normes sociales particulièrement restrictives qui entourent la sexualité et les rôles sexosociaux.
